

Société Gifi, société anonyme au capital de 45 470 212,80 €, zone industrielle La Barbière, 47300 Villeneuve-sur-Lot, R.C.S. : 347 410 011 Villeneuve-sur-Lot	Exercice 30/09/04										
	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (En %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observa- tions
				Brute	Nette						
2. Participations (entre 10 et 50 % du capital détenu par la société) - (hors S.C.I.) :											
Distri 29	100 000	10 924	50,00	3 811	3 811	0	0	1 579 227	176 049	87 500	
Depogi	15 250	326 946	11,00	1 677	1 677	0	0	897 168	250 344		
IDE Vastgoed	6 148 323	3 988 413	50,00	2 372 066	0	6 175 553		442 266	389 490		
B. Renseignements globaux concernant les autres filia- les ou participations :											
1. Filiales non prises au §A :											
a) Filiales françaises . .											
b) Filiales étrangères . .											
2. Participations non prises au §A :											
a) Filiales françaises . .											
b) Filiales étrangères . .											

81030

LISI

Société anonyme au capital de 19 793 668 €.
Siège social : Tour Gamma « A », 193, rue de Bercy, 75012 Paris.
536 820 269 R.C.S. Paris. — APE : 741 J.

Chiffre d'affaires consolidé (hors taxes).
(En millions d'euros.)

	2004	2003	Variations	
			A nouveau périmètre	A périmètre et taux de change constants
Premier trimestre	135,9	136,2	-0,2 %	+2,8 %
Deuxième trimestre	140,1	132,4	+5,8 %	+7,1 %
Troisième trimestre	127,4	115,4	+10,4 %	+10,6 %
Quatrième trimestre	137,6	122,0	+12,7 %	+14,6 %
Total	541,0	506,0	+6,9 %	+8,6 %

Dans le prolongement des trimestres précédents, le quatrième trimestre 2004 confirme la tendance haussière de l'activité avec une progression de près de 15 % à structure et taux de change constants.

En cumul depuis le 1^{er} janvier 2004, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 541 M€, dont 49 % réalisés hors de France.

80905

MEDIA 6

Société anonyme au capital de 11 400 000 €.
Siège social : 75, rue de la Briche, 93200 Saint-Denis.
311 833 693 R.C.S. Bobigny.

Rapport financier de l'exercice 2004 clos le 30 septembre 2004.

A. — Comptes consolidés au 30 septembre 2004.

I. — Bilan consolidé au 30 septembre 2004.
(En milliers d'euros.)

Actif	Notes annexes	Septembre 2004	Septembre 2003	Septembre 2002
Ecarts d'acquisitions	3	1 143	2 212	1 469
Immobilisations incorporel- les	3	5 518	4 931	5 551

Actif	Notes annexes	Septembre 2004	Septembre 2003	Septembre 2002
Immobilisations corporelles.	4	11 926	11 627	12 307
Immobilisations financières.	5	113	114	119
Actif immobilisé		18 700	18 884	19 446
Stocks et en-cours	7	6 975	6 320	7 708
Clients et comptes rattachés.	8	21 818	20 963	24 459
Autres créances et comptes de régularisation	9	3 799	3 463	4 903
Valeurs mobilières de place- ment	10	3 021	1 204	107
Disponibilités		337	348	659
Actif circulant		35 950	32 298	37 836
Total général		54 650	51 182	57 282

Passif	Notes annexes	Septembre 2004	Septembre 2003	Septembre 2002
Capital	11	11 400	12 000	12 000
Réserves consolidées		8 377	6 824	8 012
Résultat consolidé		2 894	1 521	-23
Capitaux propres (Part du groupe)		22 671	20 345	19 989
Intérêts minoritaires		626	635	637
Provisions pour risque et charges	12	1 488	886	1 510
Emprunts et dettes financiè- res	13	5 497	6 653	12 020
Dettes fournisseurs et comp- tes rattachés	14	12 976	12 064	13 097
Autres dettes et comptes de régularisation	14	11 392	10 599	10 029
Dettes		29 865	29 316	35 146
Total général		54 650	51 182	57 282

II. — Compte de résultat consolidé.
 (En milliers d'euros.)

	Notes annexes	Septembre 2004	Septembre 2003	Septembre 2002
Chiffre d'affaires net.	15	77 476	74 306	80 655
Produits stockés ou immobilisés		791	-1 508	-1 341
Total des produits d'exploitation		78 267	72 798	79 314
Matières premières consommées		15 701	14 909	16 291
Autres achats et charges externes	16	24 902	23 152	26 018
Charges de personnel	17	27 141	27 016	29 286
Impôts taxes et versements assimilés		1 504	1 292	1 286
Dotation nette aux amortissements et provisions d'exploitation	18	4 239	2 880	3 152
Autres charges et produits d'exploitation		-75	-54	123
Total des charges d'exploitation		73 412	69 195	76 156
Résultat d'exploitation	19	4 855	3 603	3 158
Résultat financier	20	-299	-534	-655
Résultat courant des entreprises intégrées		4 556	3 069	2 503
Résultat exceptionnel	21	102	575	17
Impôt sur les résultats	22	1 765	1 046	1 007
Résultat net des entreprises intégrées avant dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions et dépréciation de fonds de commerce		2 893	2 598	1 513
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions et dépréciation de fonds de commerce	3	9	-1 039	-1 488
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 902	1 559	25
Intérêts minoritaires		8	38	48
Résultat net (Part du groupe)		2 894	1 521	-23
Résultat net par action (en euros)		0,81	0,42	-0,01

III. — Tableau des flux de trésorerie consolidés.
 (En milliers d'euros.)

	30/09/04	30/09/03	30/09/02
Résultat net des sociétés intégrées	2 902	1 559	25
Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité			
Amortissements et provisions	3 881	2 827	4 189
Variation des impôts différés	-210	-274	-165
Plus-values de cession, nettes d'impôt	-44	444	309
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	6 529	4 556	4 358
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	163	5 688	-3 183
Flux net de trésorerie généré par l'activité	6 692	10 244	1 175
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :			
Acquisitions d'immobilisations	-3 528	-4 849	-3 590

	30/09/04	30/09/03	30/09/02
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt ..	219	907	120
Incidence des variations de périmètre		25	-1 516
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-3 309	-3 917	-4 986
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :			
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère	-387	-219	-557
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-30	-1	-3
Emissions d'emprunts ..	0	138	4 867
Remboursements d'emprunts	-1 560	-4 108	-2 972
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 977	-4 190	1 335
Variations de trésorerie	1 406	2 137	-2 476
Trésorerie d'ouverture	1 382	-747	1 757
Trésorerie de clôture	2 784	1 382	-747
Incidence des variations des cours des devises	-4	-8	-29

(En K€)	30/09/04	30/09/03	30/09/02
Détail de la variation du besoin en fonds de roulement	163	5 688	-3 183
Stocks	655	1 323	279
Créances d'exploitation ..	1 211	4 930	-4 016
Dettes d'exploitation	-1 703	-565	554

IV. — Variation des capitaux propres consolidés.
 (En milliers d'euros.)

	Contribution groupe	Intérêts hors groupe	Total
Capitaux propres au 30 septembre 2001	20 690	619	21 309
Dividendes versés par la société-mère	-560		-560
Résultat	-23	48	25
Elimination des actions propres	-120		-120
Autres variations	2	-30	-28
Capitaux propres au 30 septembre 2002	19 989	637	20 626
Capitaux propres au 30 septembre 2002	19 989	637	20 626
Dividendes versés par la société-mère	-219		-219
Résultat	1 521	38	1 559
Elimination des actions propres	-935		-935
Autres variations	-11	-40	-51
Capitaux propres au 30 septembre 2003	20 345	635	20 980
Capitaux propres au 30 septembre 2003	20 345	635	20 980
Dividendes versés par la société-mère	-387		-387
Résultat	2 894	8	2 902
Elimination des actions propres	-276		-276
Autres variations	95	-17	78
Capitaux propres au 30 septembre 2004	22 671	626	23 297

V. — Annexe aux comptes consolidés.

Règles et méthodes comptables.

Les comptes annuels consolidés du groupe Média 6 sont établis et présentés conformément aux règlements CRC n° 99-01 et CRC n° 99-02 homologués par l'arrêté du 22 juin 1999.

Les comptes annuels consolidés au 30 septembre 2004 tiennent compte de l'application du règlement CRC 2000-06 sur l'évaluation des passifs.

— Le périmètre d'intégration comprend :

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressource nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Note 1. Périmètre et méthode de consolidation. — Tous les états financiers des sociétés du groupe qui figurent dans le périmètre sont intégrés globalement, le groupe y exerçant un contrôle exclusif. Les sociétés clôtureront toutes leur exercice au 30 septembre 2004 à l'exception de la S.C.I. Quai de Seine, et de Mediicolor Chile qui arrêteront leurs comptes au 31 décembre 2004 et pour lesquelles des situations intermédiaires au 30 septembre 2004 ont été établies.

Dénomination	Siège social	N° immatriculation au registre du commerce	Intérêts (En %)
Média 6 S.A.	75, rue de la Briche, 93200 Saint-Denis	311 833 693	Mère
Sociétés de services :			
Média 6 Design	75, rue de la Briche, 93200 Saint-Denis	712 015 650	99,82 %
Média 6 Installation - Mediapharm	75, rue de la Briche, 93200 Saint-Denis	303 525 877	66,59 %
Média 6 Agencement	75, rue de la Briche, 93200 Saint-Denis	311 508 543	100,00 %
Mediicolor France	75, rue de la Briche, 93200 Saint-Denis	410 463 335	100,00 %
Sociétés de production et de commercialisation :			
Média 6 Production Carton	Lieu dit de l'Aiguillon, Z.I. La Francière, 60190 Estrées Saint-Denis	522 010 597	100,00 %
Média 6 Production Plastique	Z.I., 02460 La Ferté-Milon	413 902 214	100,00 %
Média 6 Production Métal	15, rue Auguste Villy, 69550 Amplepuis	727 380 230	100,00 %
Média 6 Production Bois	5, avenue des Bertaudières, 44680 Sainte-Pazanne	378 519 433	100,00 %
Aldige	Rue A.M. Ampère, Z.I. de la Seiglerie, 44270 Machecoul	412 229 957	100,00 %
Mediicolor Spain	c/carrasco i Formiguera, 2-08302 Mataro (Barcelona) (Espagne)		88,00 %
Mediicolor Chile	Consult Poinset - 4546 Quinta Normal - Santiago de Chile (Chili)		87,99 %
Colormedia	Cerpadlova 4 - 19 000 Praha 9 (République Tchèque)		100,00 %
Couleur 6	Sauve Street West, n° 350 Montréal (Québec) H3 L 127 Canada		100,00 %
S.C.I. :			
S.C.I. La Hotte Immobilière	Z.I., 02460 La Ferté-Milon	775 546 351	98,34 %
Mediasixte	75, rue de la Briche, 93200 Saint-Denis	342 002 276	100,00 %
S.C.I. Quai de Seine	75, rue de la Briche, 93200 Saint-Denis	393 847 140	100,00 %
Autre société :			
Média 6 Gestion	75, rue de la Briche, 93200 Saint-Denis	383 033 649	100,00 %

Les sociétés Actis Agencement et Actis Engineering ont été absorbées dans le cadre d'une transmission universelle de leur patrimoine respectif à la société Média 6 Installation - Mediapharm, à effet du 1^{er} octobre 2003.

Ces opérations n'affectent pas les comptes consolidés et la comparabilité des comptes annuels consolidés 2004 avec ceux des exercices précédents.

Note 2. Conversion des états financiers et des opérations en devises. — Les comptes des sociétés étrangères (bilan et compte de résultat) ont été convertis au cours de change historique pour les capitaux propres, au cours de clôture en vigueur au 30 septembre 2004 pour les autres postes du bilan et au cours moyen de l'exercice pour le compte de résultat.

Ces conversions se sont globalement traduites par la comptabilisation en capitaux propres consolidés d'un écart de conversion de - 66 K€.

Pour les sociétés françaises, il n'existe pas de risque de change dans la mesure où la totalité des achats et des ventes sont facturés en euros, le chiffre d'affaires réalisé à l'export étant lui-même facturé en euros.

Note 3. Ecart d'acquisitions et immobilisations incorporelles :

— Tableau de variation (en milliers d'euros) :

	A nouveau au 30/09/03	Variation du cours de devises	Virement poste à poste	Acquisitions	Sorties	Solde au 30/09/04
Valeurs brutes :						
Ecart d'acquisitions	12 849	0	0	- 534	0	12 315
Fonds de commerce	5 389	0	0	0	0	5 389
Autres immobilisations incorporelles	1 332	5	0	167	- 46	1 458
Total valeurs brutes	19 570	5	0	- 367	- 46	19 162
Amortissements et provisions :						
Ecart d'acquisitions	10 636	0	0	536	0	11 172
Fonds de commerce	557	0	0	0	- 545	12

	A nouveau au 30/09/03	Variation du cours de devises	Virement poste à poste	Acquisitions	Sorties	Solde au 30/09/04
Autres immobilisations incorporelles	1 234	5	0	125	- 46	1 317
Total valeurs brutes	12 427	5	0	661	- 591	12 501
Valeurs nettes	7 143	0	0	- 1 028	545	6 661

Les autres immobilisations incorporelles sont essentiellement composées de logiciels qui sont amortis linéairement sur 12 mois.

— Evaluation et suivi des fonds de commerce : Lorsque l'acquisition de sociétés permet au groupe d'obtenir des avantages économiques significatifs, des actifs incorporels sont inscrits au bilan consolidé sur la base d'un multiple de résultat.

Ce multiple, volontairement choisi peu élevé, de manière à évaluer les fonds de commerce de manière prudente, tient compte du secteur d'activité de l'entreprise acquise, de sa position dans le secteur, de sa situation financière, de la structure de sa clientèle, de son capital humain et industriel, de son potentiel de développement et de tous facteurs permettant d'apprécier la valeur minimum du multiple qui est retenue.

Une estimation de la valeur d'inventaire des fonds de commerce, fondée sur la méthode des flux nets de trésorerie future est réalisée à chaque clôture semestrielle et annuelle des comptes. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire de la filiale ainsi déterminée est jugée durablement inférieure à la valeur nette comptable antérieurement enregistrée pour cette dernière.

En application de ces principes, le fonds de commerce relatif à la société Média 6 Productions Bois d'un montant de 1 753 K€ avait été déprécié pour un montant de 545 K€ au 30 septembre 2003.

Le groupe Média 6 a poursuivi le plan initié à partir de l'été 2002, visant à ramener cette usine à l'équilibre et à l'orienter à nouveau vers des ratios de rentabilité comparables à ceux habituellement observés pour le reste du groupe.

Ceci s'est traduit par une restauration de la rentabilité au cours du deuxième semestre 2004.

L'exercice 2004 ne fait plus ressortir qu'une perte résiduelle de - 193 K€ et les perspectives sont désormais favorablement orientées à partir de 2005. De ce fait, la provision pour dépréciation du fonds de commerce, antérieurement constituée, a été reprise en totalité à la clôture au 30 septembre 2004.

La direction générale du groupe considère par ailleurs que le développement de Média 6 sur le marché du mobilier commercial place Média 6 Productions Bois sur un axe stratégique qui lui confère une place essentielle au sein des activités du groupe au cours des prochaines années.

Aucune réévaluation des fonds de commerce n'est pratiquée.

Il n'a pas été réalisé d'affectation nouvelle en fonds de commerce au cours de l'exercice 2004.

— Détail des fonds de commerce :

(En K€)	Valeurs brutes	Dépréciation	Valeurs nettes au 30/09/04	Valeurs nettes au 30/09/03
Média 6 Design	1 530		1 530	1 530
Média 6 Plastique	921		921	921
Média 6 Carton	1 171		1 171	1 171
Média 6 Production Bois	1 753		1 753	1 208
Autres	14	12	2	2
Total	5 389	12	5 377	4 832

— Ecart d'acquisitions : L'application du règlement CRC n° 99-02 s'est traduite par la mise en place, à compter du 1^{er} octobre 2000, du principe comptable relatif aux acquisitions des titres des sociétés consolidées.

Conformément à la dérogation offerte par le règlement n° 99-02, le groupe Média 6 a choisi d'opter pour une application prospective des opérations d'acquisition-cession de titres de sociétés consolidées.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation des actifs et des passifs identifiés après prise en compte le cas échéant des impôts différés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

- Le coût d'acquisition est égal au montant de la rémunération remise au vendeur majoré de tous les coûts nets d'impôts directement imputables à l'acquisition ;
- Les actifs et les passifs identifiables de l'entreprise acquise, y compris les éléments incorporels sont évalués séparément dans les conditions permettant un suivi de leur valeur ;
- Les écarts d'acquisition sont amortis linéairement sur une durée de 7 ans, prenant en compte les objectifs fixés et les perspectives envisagées au moment de l'acquisition.

Avant le 1^{er} octobre 2001, ils étaient repris ou amortis sur un seul exercice.

Lorsque l'écart d'acquisition résulte du versement d'un complément de prix, il est alors amorti sur la durée résiduelle d'amortissement de l'écart d'acquisition initialement constaté.

Un amortissement exceptionnel est constaté, le cas échéant, en cas de changements défavorables des éléments ayant servi à déterminer le plan d'amortissement.

— Tableau de variation des immobilisations corporelles :

(En K€)	Solde au 30/09/03	Entrées périmètre	Variation du cours de devises	Virement poste à poste	Acquisition	Sorties	Solde au 30/09/04
Valeurs brutes :							
Terrains	674	0	0	0	0	0	674
Constructions	10 788	0	0	32	156	0	10 976
Installations techniques	13 531	0	3	387	2 787	- 772	15 936
Autres immobilisations corporelles	5 588	0	5	0	445	- 277	5 761
Immobilisations en cours	419	0	0	- 419	233	0	233
Total valeurs brutes	31 000	0	8	0	3 621	- 1 049	33 580
Amortissements et provisions :							
Terrains	45	0	0	0	3	0	48
Constructions	5 501	0	0	0	707	0	6 208
Installations techniques	10 095	0	2	0	1 846	- 656	11 287
Autres immobilisations corporelles	3 693	0	1	0	634	- 217	4 111
Immobilisations en cours	39	0	0	0	0	- 39	0
Total amortissements et provisions	19 373	0	3	0	3 190	- 912	21 654
Valeurs nettes	11 627	0	5	0	431	- 137	11 926

— Crédit-bail : Les biens en crédit-bail ont fait l'objet d'un retraitement et ont été portés dans les comptes d'actifs correspondants comme s'ils avaient été acquis en pleine propriété, le solde restant dû ayant été porté au passif. Les loyers ont été ventilés entre les postes de dotation aux amortissements et de frais financiers.

Les écarts d'acquisitions non encore totalement amortis sont au 30 septembre 2004 :

(Sommes en K€)	Valeurs brutes au 30/09/03	Correction	Amortissements antérieurement constatés	Amortissements au cours de l'exercice 2004	Valeurs nettes au 30/09/04	Valeurs nettes au 30/09/03
Actis Agencement et Engineering	529		152	75	302	377
Mediacolor France et Colormedia CZ	488	0	139	70	279	349
Média 6 Production Bois	797		398	200	199	399
Mediacolor Spain (anciennement Industrias Kimu S.A.)	1 238	- 534	150	191	363	1 088
Total	3 052	- 534	839	536	1 143	2 213

Dans le cadre du litige relatif au complément de prix concernant la société Industrias Kimu S.A., acquise en 1999 (Devenue Mediacolor Spain depuis lors). Par application des normes comptables, il avait été comptabilisé un complément de prix de 1 238 K€ correspondant au montant de la condamnation intervenue en juin 2003 de 1 448 K€ en première instance duquel avait été déduit un écart d'acquisition négatif de 210 K€, datant de 1999, initialement classé en provisions pour risques et charges.

La Cour d'appel de Paris a finalement fixé en septembre 2004 le complément de prix à 915 K€. De ce fait, la valeur brute de l'écart d'acquisition a été ramenée à 704 K€ par une correction de - 534 K€. Le plan d'amortissement, d'une durée inchangée, a été revu sur cette nouvelle base.

Note 4. Immobilisations corporelles :

— Méthode : Les immobilisations sont évaluées à leur coût de revient d'origine, les amortissements retenus sont ceux pratiqués par les filiales, à savoir linéaires pour l'ensemble des actifs, sauf pour les matériels industriels qui sont amortis en dégressif.

Les amortissements dérogatoires ont été retraités en consolidation.

Les principales durées d'utilisation sont :

Postes de l'actif	Durée
Logiciels	De 1 à 5 ans
Constructions	De 10 à 20 ans
Agencements	De 5 à 10 ans
Machines	De 4 à 8 ans
Autres	De 3 à 8 ans

Les principaux contrats en cours concernent les locaux et des matériels industriels des sociétés Média 6 Production Bois, Aldige et Média 6 Production Métal.

Retraitement des biens en crédit-bail :

Immobilisations en crédit-bail	Coût d'entrée	Dotation aux amortissements		Valeurs nettes
		Exercice	Cumul	
Terrain et construction	4 206	284	1 579	2 626
Installations techniques, matériel	0	0	0	0
Total	4 206	284	1 579	2 626

Engagements de crédit-bail	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
	Exercice	Cumul	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total	
Terrain et construction	287	1 698	309	1 314	1 343	2 966	0
Installations techniques, matériel	0	0	0	0	0	0	0
Total	287	1 698	309	1 314	1 343	2 966	0

Note 5. Immobilisations financières :

— Tableau de variation :

(En K€)	Solde au 30/09/03	Entrées périmètre	Variation du cours de devises	Acquisitions	Sorties	Solde au 30/09/04
Valeurs brutes :						
Titres de participations non consolidés	228	0	0	0	0	228
Créances sur participations	0	0	0	0	0	0
Prêts	2	0	0	0	0	2
Autres immobilisations financières	38	0	0	-1	0	37
Total valeurs brutes	268	0	0	-1	0	267

(En K€)	Solde au 30/09/03	Entrées périmètre	Variation du cours de devises	Acquisitions	Sorties	Solde au 30/09/04
Provisions :						
Titres de participations non consolidés	152	0	0	0	0	152
Créances sur participations	0	0	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	2	0	0	0	0	2
Total provisions	154	0	0	0	0	154
Valeurs nettes	114	0	0	-1	0	113

Le poste Titres de participation ne comprend que les titres des sociétés non consolidées. A leur date d'entrée dans le patrimoine du groupe, les titres acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

Les sociétés non consolidées au cours de l'exercice 2004 sont :

Participations (En euros)	Valeurs brutes comptables	Provisions	Valeurs nettes comptables	% de détention	Résultat du dernier exercice clos	Situation nette dernier exercice clos	Observations
Média 6 Packaging S.A.R.L.	152 144	152 144	0	99,80 %	- 1 941	- 25 254	Cette société n'a plus d'activité Cette société clôture au 31/12/04
SIT S.A.R.L.	66 217		66 217	100,00 %	399	66 680	
Design Day S.A.R.L.	7 623		7 623	3,99 %	45 525	251 340	
Divers titres	2 072		2 072				
Total	228 056	152 144	75 912				

Lors de la clôture, le groupe apprécie individuellement la valeur de chaque titre en fonction de critères objectifs (tels que quote-part de situation nette, rentabilité) ou prévisionnels (perspectives de rentabilité, conjoncture, etc.) par rapport à la valeur comptable historique correspondante.

A l'issue de cette comparaison des provisions pour dépréciation sont éventuellement constituées à hauteur des moins-values latentes sans compensation avec les plus-values latentes.

Note 6. Répartition des immobilisations par pôles d'activités. — Média 6 distingue deux pôles d'activités :

- Le pôle Production qui groupe les activités :
 - Carton ;
 - Plastique ;
 - Métal ;
 - Bois ;
 - Mobilier commercial multi matériaux ;
 - Mèches et méchiers.
- Le pôle Services qui concerne les activités :
 - Création ;
 - Installation ;
 - Divers (s'il y a lieu).

Pôles d'activités (En K€)	Immobilisations incorporelles nettes	Immobilisations corporelles nettes	Immobilisations financières nettes	Total au 30/09/04	Total au 30/09/03
Production	4 746	10 632	30	15 408	15 472
Services	1 915	1 294	83	3 292	3 412
Total	6 661	11 926	113	18 700	18 884

Note 7. Stocks. — Les stocks de matières premières, marchandises et en cours sont évalués selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les critères retenus pour déprécier les stocks sont ceux couramment admis et une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de réalisation devient inférieure au coût de revient enregistré.

Les en-cours sont valorisés en fonction de l'avancement de chacune des affaires. La valorisation est établie sur la base des coûts directs de production.

La société conçoit et fabrique des produits spécifiques pour chacun de ses clients. Il n'existe donc pas de « catalogues produits » ni de « tarifs produits » remis aux clients. Chaque marché est négocié sous forme d'appel d'offres en tenant compte du prix des matières premières au moment de la négociation avec le client. Le prix remis au client est garanti pour une période équivalente à la garantie de prix fournie par les fournisseurs. Il n'existe donc pas de risque de prix matière.

(En K€)	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes 30/09/04	Valeurs nettes 30/09/03	Valeurs nettes 30/09/02
Matières premières	2 376	278	2 098	2 236	2 691
En-cours	3 470	66	3 404	3 082	3 654
Produits finis	1 767	294	1 473	1 002	1 363
Total	7 613	638	6 975	6 320	7 708

Note 8. Clients et comptes rattachés. — Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où est constaté un litige identifié ou lorsqu'il existe un risque de survenance d'impayé.

(En K€)	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes 30/09/04	Valeurs nettes 30/09/03	Valeurs nettes 30/09/02
Clients	22 643	825	21 818	20 963	24 459
Total	22 643	825	21 818	20 963	24 459

Les créances clients sont à moins d'un an.

Note 9. Autres créances et comptes de régularisation :
Etat des créances (en milliers d'euros) :

	30/09/04	30/09/03	30/09/02
Impôt différé consolidé	1 021	808	583
Créances diverses	2 514	2 235	4 079
Charges constatées d'avance et charges à répartir	264	420	241
Total	3 799	3 463	4 903

Les créances diverses correspondent à des acomptes payés aux fournisseurs et à des taxes réglées d'avance et/ou récupérables.

Elles sont à moins d'un an.

Les charges constatées d'avance sont des charges diverses de fonctionnement se rapportant à l'exercice suivant.

Note 10. Valeurs mobilières de placement. — Les valeurs mobilières de placement pour 3 021 K€ résultent du placement des excédents de disponibilités de la Holding Média 6 S.A. en Sicav de trésorerie.

Figurent également à ce poste 2 K€ d'actions Média 6 acquises dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec la société de Bourse Fideuram Wargny à l'effet de réguler le cours de l'action et d'assurer une cotation régulière. Ces titres ne sont pas destinés à être conservés durablement.

La valeur d'inventaire des valeurs mobilières de placement s'apprécie par rapport à leur valeur liquidative ou au cours de marché. Aucune plus-value latente n'est constatée dans les comptes à la clôture.

Note 11. Capitaux propres. — Consécutivement à la résolution de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 26 mars 2004, le capital a été porté à 11 400 K€ au lieu de 12 000 K€ antérieurement et est désormais composé de 3 562 500 actions d'une valeur nominale de 3,2 €, de même catégorie et entièrement libérées qui permettent le cas échéant un vote double après 4 années d'inscription au nominatif au profit d'un même actionnaire. Cette nouvelle situation résulte de l'annulation de 187 500 actions Média 6 antérieurement rachetées par la société dans le cadre des programmes d'acquisitions visées par l'Autorité des marchés financiers et approuvées par les assemblées générales des actionnaires des exercices précédents.

Le conseil d'administration de Média 6 S.A. a attribué au cours de l'exercice 2004 des plans d'options d'achats d'actions de la société à certains de ses salariés ou mandataires sociaux qui sont également mandataires sociaux dans d'autres filiales du groupe.

Cette décision est conforme à l'autorisation qui lui avait été accordée à cet effet par l'assemblée générale mixte des actionnaires du 27 mars 2002 statuant sur les comptes 2001, dans les conditions prévues par la douzième résolution et conformément à la faculté qui en était, par ailleurs, ouverte au sein des finalités d'utilisations prévues par le programme de rachats d'actions Média 6, visé par l'Autorité des marchés financiers, en vigueur au moment de l'attribution.

— Plans d'option d'achats d'actions 2004 :

Date de l'assemblée autorisant les plans d'options d'achats	27/03/02
Date du conseil d'administration attribuant les plans d'options d'achats	24/03/04
Nombre d'options d'achats attribués aux mandataires sociaux	21 920
Nombre d'options d'achats attribués aux salariés	5 760
Nombre d'actions pouvant être achetées	27 680
Point de départ de l'exercice possible des options	25/03/08
Date d'expiration des options	24/03/09

Prix d'exercice de l'option par action	6,28 €
Nombre d'options annulées	Néant
Nombre d'options levées	Néant
Nombre d'options restantes au 30 septembre 2004	27 680

Note 12. Provisions pour risques et charges (en milliers d'euros) :

Rubriques	30/09/03	Augmentations dotations	Diminutions		30/09/04
			Utilisations	Montants non utilisés repris au cours de l'exercice	
Indemnités de fin de carrière	472	103	52	48	475
Restructurations et risques sociaux	350	653	49	56	898
Autres	43	88	20	9	102
Impôt différé passif	21			8	13
Total	886	844	121	121	1 488

— Indemnités de fin de carrière : La société a continué de provisionner le risque de départ en retraite de ses collaborateurs dans les conditions suivantes :

- Collaborateurs concernés : Tous les collaborateurs ayant plus de 1 an d'ancienneté et plus de 30 ans ;
- Base : Indemnité conventionnelle de départ en retraite compte tenu de l'âge et de l'ancienneté ;
- Probabilité du risque :
 - de 31 ans à 40 ans d'âge - de 1,5 % à 15 % de risque ;
 - de 41 ans à 50 ans d'âge - de 18 % à 45 % de risque ;
 - de 51 ans à 60 ans d'âge - de 50 % à 100 % de risque ;
- Actualisation : 4 %.

Conformément aux dispositions du plan comptable général la dotation à la provision correspondant aux charges de l'exercice clos le 30 septembre 2004 a été comptabilisée en résultat d'exploitation des sociétés françaises.

Aucune provision n'a été constituée pour les filiales espagnole, chilienne, tchèque et canadienne, ces dernières n'ayant aucune obligation légale et comptable dans ce domaine.

— Restructuration et risques sociaux (en milliers d'euros) :

	30/09/04	30/09/03
Risques prud'homaux d'indemnisation consécutifs au mouvement social au sein de la filiale Média 6 Production Bois, survenu au premier semestre 2002	183	183
Autres risques prud'homaux	715	167
Total	898	350

Note 13. Emprunts et dettes financières (en milliers d'euros) :

Etat des dettes	Montant dû au 30/09/02	Montant dû au 30/09/03	Montant dû au 30/09/04	A 1 an au plus	A plus d'1 an	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	4 345	3 257	2 175	1 022	1 153	0
Crédits à moyen terme modulables et mobilisables par billets financiers	2 906	150	0	0	0	0
Dettes « calculées » sur retraitement de crédit-bail	2 688	2 609	2 428	214	1 046	1 168
Autres dettes financières	568	467	321	321	0	0
Concours bancaires	1 513	170	573	573	0	0
Total dettes financières	12 020	6 653	5 497	2 130	2 199	1 168

Les concours bancaires de 573 K€ doivent être rapprochés des disponibilités inscrites à l'actif pour 337 K€ et des valeurs mobilières de placement,

soit 3 021 K€ afin d'apprécier la trésorerie nette court terme positive de 2 785 K€ du groupe au 30 septembre 2004.

— Information sur les clauses dites de défaut au sein des contrats d'emprunts : Par principe, au sein du groupe, les emprunts auprès des établissements de crédit sont contractés par Média 6 S.A.

Les seules exceptions peu significatives à l'échelle des comptes consolidés concernent quelques reliquats d'emprunts qui avaient été souscrits par certaines filiales préalablement à leur acquisition par Média 6.

Les banques insèrent habituellement dans leurs contrats des clauses dites de défaut qui en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers peuvent entraîner notamment une accélération de l'exigibilité du passif financier concerné ou une augmentation du coût du financement supporté par l'emprunteur.

L'examen de ces clauses de défaut et des conditions de leur application sont détaillées ci-après et ne font pas apparaître de probabilité d'occurrence des faits générateurs propres à chacune d'entre elles à la clôture des comptes au 30 septembre 2004.

— Analyse des clause de défaut relatives aux emprunts Média 6 S.A. auprès des établissement de crédit :

(En K€)	En-cours résiduel utilisable ou utilisé au 30/09/04	Echéance	Clauses de défaut en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers
Emprunts à moyen terme :			
Conditions initiales :			
Emprunt 20 MF/3 048 K€, souscrit en mai 1999 - durée : 7 ans	762	28/05/06	L'endettement de l'emprunteur à long et moyen terme augmenté de l'en-cours de crédit-bail en capital doit rester inférieur ou égal à : — 50 % des capitaux propres ; — 3 années de capacité d'autofinancement.
Emprunt 797 K€, souscrit en mai 2002 - durée : 4 ans	349	15/05/06	Idem que ci-dessus.
1 500 K€, souscrit en juin 2002 - durée : 5 ans	865	12/06/07	Néant.
Sous-total	1 976		
Emprunts mobilisables par billets :			
15 MF/2 286 K€, souscrit en juin 1999 - durée : 7 ans	653 K€ non utilisé	30/06/06	Exigibilité anticipée si le total des dettes de l'emprunteur à moyen et long terme ne reste pas inférieur à : — 50 % des fonds propres ; — 3 années de capacité d'autofinancement (résultat net + amortissements).
762 K€, souscrit en octobre 2001 - durée : 7 ans	463 K€ non utilisé	30/10/08	Idem que ci-dessus.
1 M€, souscrit en mai 2002 - durée 5 ans	600 K€ non utilisé	17/05/07	Exigibilité anticipée si non respect des conditions suivantes sur la base des comptes consolidés annuels : — Fonds propres égaux ou supérieurs à 20 690 K€ ; — Fonds de roulement positif ; — Fonds propres/total du bilan > 35 % ; — (Total des dettes à moyen et long terme + crédit-bail retraité)/fonds propres < 1 ; — (Total des dettes à moyen et long terme + crédit-bail retraité)/CAF < 4 ; — Frais financiers (corrigés du crédit-bail)/EBE < 30 %.
Sous-total	1 635 K€ non utilisé		
Total général	1 976		

— Risques de taux et risques de change :

– Risques de taux d'intérêt : Les emprunts du groupe sont à taux variable, indexés sur l'Euribor 3 mois. Ces risques de taux ne font l'objet d'aucune couverture.

– Risques de change : Le groupe Média 6 est peu exposé aux risques de change compte tenu de la prépondérance de l'euro dans les volumes d'achats et de ventes. Les filiales qui sont localisées en dehors de la zone euro : Mediacolor Chile, Colormedia en République Tchèque et Couleur 6 au Canada et qui peuvent être amenées à enregistrer à l'échelle locale des écarts de change non négligeables demeurent toutefois non significatives de ce point de vue à l'échelle du groupe.

Note 14. Dettes fournisseurs et autres dettes (en milliers d'euros) :

Etat des dettes	30/09/04	30/09/03	30/09/02
Avances et acomptes reçus des clients	1 867	1 238	1 754
Fournisseurs et comptes rattachés	12 976	12 064	13 097
Dettes fiscales et sociales	6 515	5 773	6 468
Autres dettes	1 976	2 011	745
Produits constatés d'avance	1 034	1 577	1 062
Total	24 368	22 663	23 126

Toutes ces dettes sont à moins d'un an.

Note 15. Chiffre d'affaires. — Le fait générateur de la vente est :

— pour les services : la fin de la prestation réceptionnée par le client ;
— pour la production : la livraison au client.

— Répartition du chiffre d'affaires par pôle d'activité : Les principes de classement des différentes activités du groupe par pôles sont décrits en note 6.

	30/09/04	30/09/03
Production	58 416	56 958
Services	19 060	17 348
Total	77 476	74 306

Note 16. Autres achats et charges externes. — Il s'agit des charges de sous-traitance et de frais généraux.

Note 17. Charges de personnel :

(En K€)	30/09/04	30/09/03	30/09/02
Salaires	16 841	17 217	18 343
Charges sociales	6 202	6 144	6 313
Intérim	3 755	3 448	4 319
Participation	343	207	311
Total	27 141	27 016	29 286

Note 18. Dotation nette aux amortissements et provisions d'exploitation :

(En K€)	30/09/04	30/09/03	30/09/02
Dotation aux amortissements d'exploitation	3 313	3 082	3 258
Dotation aux provisions d'exploitation	1 413	645	1 482
Dotation aux amortissements et provisions d'exploitation	4 726	3 727	4 740

(En K€)	30/09/04	30/09/03	30/09/02
Reprises d'amortissements d'exploitation			
Reprises de provisions d'exploitation	-487	-847	-1 588
Reprises d'amortissements et provisions, d'exploitation	-487	-847	-1 588
Dotations nettes aux amortissements et provisions d'exploitation	4 239	2 880	3 152

Note 19. Répartition du résultat d'exploitation par pôles d'activités. — Les principes de classement des différentes activités du groupe par pôles sont décrits en note 6.

Pôles d'activité :

(En K€)	30/09/04	30/09/03
Production	2 357	1 823
Services	2 498	1 780
Total	4 855	3 603

Note 20. Résultat financier :

(En K€)	30/09/04	30/09/03	30/09/02
Intérêts d'emprunts	-96	-237	-326
Intérêts reconstitués sur crédit-bail	-104	-117	-103
Autres frais financiers	-52	-69	-138
Différences nettes de change	-78	-129	-93
Revenus des placements	31	18	5
Total	-299	-534	-655

La gestion de la trésorerie est centralisée par la Holding Média 6. Chaque filiale dispose d'un compte courant rémunéré en fonction des taux du marché sur lequel Média 6 place ses excédents et approvisionne ses insuffisances (sauf pour les emprunts antérieurement conclus par les entreprises nouvellement rachetées). Seul l'excédent global de trésorerie (ou l'insuffisance globale) est placé ou emprunté par la holding sur le marché.

Note 21. Résultat exceptionnel :

(En K€)	30/09/04	30/09/03
Résultat sur cessions d'immobilisations	113	774
Intérêts légaux sur le litige de complément de prix	-8	-82
Mediacolor Spain		
Divers	-3	-117
Total	102	575

L'essentiel du résultat sur cessions d'immobilisations 2003 résultait de la plus-value réalisée à l'occasion de la vente par la S.C.I. Mediasixte des locaux, sis à Saint-Ouen, de l'ancien siège social de Média 6.

La quote-part d'impôt sur les sociétés correspondant au résultat exceptionnel est de 48 K€.

Note 22. Impôt sur les résultats :

(En K€)	30/09/04	30/09/03
Impôt sur les résultats	1 965	1 320
Impôt différé consolidé	-200	-274
Total	1 765	1 046

L'impôt sur les résultats des sociétés françaises a été comptabilisé au 30 septembre 2004 au taux de 33,33 % majoré de la contribution additionnelle de 3 % et de la contribution sociale de 3,3 % sur une partie de l'impôt société, soit un taux effectif global de 35,43 % au lieu de 34,33 % l'exercice précédent.

L'impôt sur les résultats des sociétés étrangères a été comptabilisé au 30 septembre 2004 au taux en vigueur dans chacun des pays concernés.

L'impôt différé en consolidation résulte des retraitements et éliminations pratiqués et des différences temporaires apparaissant entre les bases comptables et leurs interprétations fiscales. Il est évalué en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture de l'exercice.

L'impôt différé actif s'élève à 1 021 K€ et l'impôt différé passif à 13 K€ ; la variation de l'impôt différé comptabilisée au compte de résultat consolidé de l'exercice est de 200 K€.

— Détail de l'impôt différé actif :

(En K€)	30/09/04	30/09/03
Participation	122	71
Organic	34	29
Engagements de retraites	168	159
Congés payés	59	51
Déficits fiscaux reportables	464	325
Crédits-baux	82	56
Provision pour mali de transmission universelle de patrimoine	0	115
Marges sur stocks	47	-9
Divers	45	11
Total	1 021	808

— Les déficits fiscaux reportables sont issus de :

(En K€)	30/09/04	30/09/03
Mediacolor Spain	332	197
Mediacolor France		6
Média 6 Installation-Mediapharm	132	122
Total	464	325

L'impôt différé passif représente l'imposition calculée sur la quote-part du résultat de la société civile immobilière, Quai de Seine, bénéficiant du régime de la transparence fiscale et qui clôture son exercice au 31 décembre 2004. Il n'a pas été calculé d'impôt différé actif sur les déficits reportables cumulés de la société Couleur 6. Ce dernier pourrait être évalué à 127 K€.

Analyse et variation du taux de l'impôt sur les sociétés	30/09/04	30/09/03	30/09/02
Profit net consolidé	2 902	1 559	25
Impôt sur les bénéfices	1 765	1 046	1 007
Amortissement des écarts d'acquisitions	-9	1 039	1 488
Profit net consolidé imposable	4 658	3 644	2 520
Taux d'imposition de droit commun	35,43 %	34,33 %	34,33 %
Impôt sur les sociétés théorique	1 650	1 251	865
Différences permanentes	28	-295	82
Pertes non activées	125	108	41
Écarts de taux d'imposition	-38	-18	19
Impôt sur les sociétés comptabilisé	1 765	1 046	1 007
Taux effectif de l'imposition	37,90 %	28,70 %	39,96 %

Note 23. Résultat par action. — Le résultat par action est calculé par rapport au résultat part du groupe :

(En milliers d'euros sauf nombre d'actions et résultat par action en euros)	30/09/04	30/09/03	30/09/02
Résultat net consolidé	2 894	1 521	-23
Nombre d'actions	3 562 500	3 750 000	3 750 000
Avant IS, amortissement des écarts d'acquisitions et dépréciation de fonds de commerce	1,31	0,96	0,66
Après IS, avant amortissement des écarts d'acquisitions et dépréciation de fonds de commerce	0,81	0,68	0,39
Après IS, amortissement des écarts d'acquisitions et dépréciation de fonds de commerce	0,81	0,41	-0,01

Effet dilutif sur options de souscription d'actions :

	30/09/04	30/09/03	30/09/02
Nombre d'actions complémentaires potentielles	27 680		
Effet potentiel sur le résultat net consolidé			
Résultat net consolidé après effet des conversions, potentielles	2 894	1 521	-23
Nombre moyen d'actions après effet des conversions, potentielles	3 590 180	3 750 000	3 750 000
Résultat net par action diluée.	0,81	0,41	-0,01

Note 24. Effectifs. — Au 30 septembre 2004, le groupe Média 6 emploie 860 personnes dont :

Hommes	47 %
Femmes	53 %
Cadres/Maîtrise	22 %

Les principes de classement des différentes activités du groupe par pôles sont décrits en note 6.

— Répartition des effectifs, par pôles d'activité :

	30/09/04	30/09/03
Production	759	657
Services	101	97
Total	860	754

Il est rappelé que la répartition des effectifs par pôles d'activités présentée ci-dessus, ne traduit que la situation arrêtée au 30 septembre 2004.

Du fait de la variation du niveau d'activité au cours de l'exercice et de l'ajustement des effectifs qui a pu en résulter, le nombre de salariés n'a pas nécessairement été toujours le même au cours de la période considérée.

Note 25. Evénements postérieurs à la clôture. — Hormis le règlement de 1 006 K€ de Média 6 S.A. en octobre 2004 par prélèvement sur les valeurs mobilières de placement consécutif à sa condamnation en appel au titre du litige sur le complément de prix Mediacolor Spain (antérieurement Industries Kimu), la société n'a pas connaissance, à ce jour, d'événements post-clôture susceptibles d'avoir un impact significatif sur les comptes consolidés arrêtés au 30 septembre 2004.

A titre d'information, il est ailleurs précisé que la société Média 6 Gestion S.A.S. a procédé à la transmission universelle de son patrimoine au profit de Média 6 S.A., sur décision de cette dernière, à effet du 1^{er} octobre 2004. Cette opération, qui ne sera enregistrée dans les comptes qu'au titre de l'exercice 2005, est sans impact sur les comptes consolidés 2004.

Note 26. Engagements hors bilan :

— Compléments de prix sur acquisitions de titres :

— Société Industrias Kimu devenue Mediacolor Spain : Il est rappelé que le litige relatif au complément de prix de la société Industrias Kimu, acquise en 1999 et devenue Mediacolor Spain depuis lors, s'était traduit par une réclamation initiale de complément de prix de 1 830 K€ de la part du vendeur à rencontre de Média 6 devant les tribunaux français.

En première instance, Média 6 avait été condamnée au paiement de 1 448 K€ et avait fait appel de ce jugement.

L'arrêt de la cour d'appel rendu en septembre 2004, qui n'a pas fait l'objet d'un recours en cassation de la part de Média 6, condamne, *in fine*, cette dernière à régler :

Au titre de complément de prix	914 K€
Au titre des intérêts de retard	92 K€
Total	1 006 K€

De ce complément de prix désormais définitif, il ressort un écart d'acquisition de :

Condamnation définitive	914 K€
Ecart initial d'acquisition en 1999 classé en provision pour risques et charges	-210 K€
Ecart d'acquisition amorti sur sa durée de vie résiduelle qui s'étend jusqu'en 2006 soit 191 K€ d'amortissement dotés en 2004 (Voir note 3 sur les immobilisations incorporelles)	704 K€

Compte tenu de l'amortissement de 150 K€ enregistré en 2003, la valeur nette de cet écart d'acquisition est désormais de 363 K€ au 30 septembre 2004.

— Sociétés Creactif (devenue Mediacolor France) et Creapakt (devenue Colormedia CZ) : Le protocole d'acquisition des sociétés Creactif et Creapakt achetées au cours de l'été 2001, prévoit notamment :

- des conditions de régularité et de progression des résultats du pôle mèches entre le 30 septembre 2001 et le 30 septembre 2003 pour ouvrir droit à un acompte sur complément de prix ou à un complément de prix proprement dit ;
- un éventuel acompte sur complément de prix articulé sur les données de l'exercice 2003 et qui serait alors à valoir sur le complément de prix 2004 ;
- un complément de prix définitif établi sur des références de chiffres d'affaires et de taux de rentabilité du pôle Mèches tels qu'ils seront constatés au 30 septembre 2004.

— L'examen :

- des éléments comparatifs entre 2001, 2002 et 2003 ;
- des données 2003 ;
- des comptes définitifs de l'exercice 2004 ;

conduit à considérer, à la clôture des comptes annuels qu'il n'y a pas lieu, pour Média 6, d'enregistrer un complément de prix basé sur les performances contractuelles telles que traduites par la clôture des comptes du pôle mèches au 30 septembre 2004.

— Cautions accordées par Média 6 : La société Média 6 S.A. s'est portée caution auprès des banques :

Bawag International Bank de la filiale Colormedia (anciennement Creapakt) à Prague pour	280 K€
Banque nationale du Canada de la filiale, Couleur 6 à Montréal, pour	10 000 dollars canadiens soit 6 K€
	au 30/09/04 pouvant être portés après accord préalable de Média 6 S.A. jusqu'à 100 000 dollars canadiens, soit 64 K€, le cas échéant

La société Média 6 S.A. s'est portée caution au profit des organismes de crédit-bail immobilier Fructicom et Slibail, à raison d'un contrat de crédit-bail immobilier conclu avec la filiale Média 6 Production Bois concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Sainte-Pazanne.

Au 30 septembre 2004 l'engagement résiduel sur ce contrat représente 1 078 K€

La société Média 6 S.A. s'est portée caution au profit de la société de crédit-bail immobilier Bail Entreprises à raison d'un contrat de crédit immobilier conclu avec la filiale Aldige S.A.R.L., concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Machecoul.

Au 30 septembre 2004, l'engagement résiduel sur ce contrat représente 850 K€

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Média 6 S.A. relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Fonds de commerce : La note 3 de l'annexe expose les modalités de suivi et d'évaluation de la valeur des fonds de commerce inscrits à l'actif du bilan consolidé.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode utilisée et des informations fournies dans les notes annexes.

— Provisions pour risques et charges : Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques liés aux litiges en cours tel que décrit dans la note 12 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à revoir les calculs effectués par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de l'opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

En application de la loi, nous vous signalons les faits suivants :
— Le rapport de gestion ne mentionne pas les informations prévues à l'article L. 225-102-1, alinéas 1 et 2 du Code de commerce ;
— Le rapport de gestion ne mentionne pas l'ensemble des informations prévues à l'article L. 225-102-1, alinéa 4 du Code de commerce.

Paris-La Défense et Ermont.

Les commissaires aux comptes :

KPMG Audit,
Département de KPMG S.A. :
FRÉDÉRIC QUÉLIN ;
Associé ;

CHD Audit & Conseil :
MICHEL STALLIVIERI ;
Associé.

B. — Comptes sociaux au 30 septembre 2004.

I. — Bilan au 30 septembre 2004. (En milliers d'euros.)

Actif	Notes annexes	30/09/04	30/09/03	30/09/02
Immobilisations incorporelles			0	0
Immobilisations financières	1	22 052	22 105	24 539
Actif immobilisé		22 052	22 105	24 539
Autres créances	2	3 995	4 325	9 796
Valeurs mobilières de placement		2 755	1 118	6
Disponibilités		16	59	49
Actif circulant		6 766	5 502	9 851
Charges à répartir				
Total général		28 818	27 607	34 390

Passif	Notes annexes	30/09/04	30/09/03	30/09/02
Capital social	4	11 400	12 000	12 000
Réserves		1 696	5 912	6 997
Résultat de l'exercice		3 681	-3 163	-865
Capitaux propres		16 777	14 749	18 132
Provision pour risques et charges		0	0	2 048
Emprunts et dettes financières divers	5	2 029	3 066	7 672
Autres dettes	3	10 012	9 792	6 538
Dettes et comptes de régularisation		12 041	12 858	14 210
Total général		28 818	27 607	34 390

II. — Compte de résultat. (En milliers d'euros.)

	Notes annexes	30/09/04	30/09/03	30/09/02
Total des produits d'exploitation :				
Autres achats et charges externes		32	26	30
Impôts, taxes et versements assimilés		0	1	3
Total des charges d'exploitation		32	27	33
Résultat d'exploitation		-32	-27	-33

	Notes annexes	30/09/04	30/09/03	30/09/02
Résultat financier	6	3 900	-882	1 199
Bénéfice attribué				
Résultat courant		3 868	-909	1 166
Résultat exceptionnel	7	-334	-2 874	-3 215
Impôt sur les bénéfices		-147	-620	-1 184
Résultat net		3 681	-3 163	-865

III. — Annexe aux comptes sociaux.

La société Média 6 n'a pas d'activité industrielle ou commerciale propre, ses comptes sociaux reflètent uniquement son activité financière, à savoir la gestion de ses participations, qui se traduit par la perception de dividendes, et la gestion de la trésorerie du groupe, qui se traduit par des charges et produits financiers.

Règles et méthodes comptables.

Principes généraux. — Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation ;
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
 - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Méthodes comptables utilisées. — Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

— La valeur brute des participations et autres titres est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence ;

— Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les comptes annuels au 30 septembre 2004 tiennent compte de l'application du règlement CRC 2000-06 sur l'évaluation des passifs.

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressource nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Valeur d'inventaire des titres de participation. — Lors de la clôture, Média 6 compare individuellement la valeur comptable brute de chaque titre par rapport à la valeur du titre concerné traduite en fonctions des critères :

- objectifs (tels que quote-part de situation nette, rentabilité) ;
- prévisionnels (perspectives de rentabilité, conjoncture, etc.) ;
- présence pour ladite société d'une valeur incorporelle validée suffisante dans les comptes consolidés du groupe Média 5.

Des provisions pour dépréciation sont éventuellement constituées à hauteur des moins-values latentes issues de ces comparaisons sans compensation avec les plus-values latentes.

Créances. — Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale historique. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur enregistrée en comptabilité.

Informations relatives au bilan et au compte de résultat.

Note 1. Immobilisations financières (en milliers d'euros) :

Valeurs brutes	A nouveau au 30/09/03	Acquisitions	Sorties	Solde au 30/09/04
Autres immobilisations incorporelles	0			
Autres participations	25 632	1 823	534	26 921
Prêts et autres immobilisations financières	1 280	276	1 266	290
Immobilisations financières	26 912	2 099	1 800	27 211
Total des valeurs brutes	26 912	2 099	1 800	27 211

Provisions	A nouveau au 30/09/03	Dotations	Reprises	Solde au 30/09/04
Autres immobilisations incorporelles	0			
Autres participations	4 807	699	347	5 159

Provisions	A nouveau au 30/09/03	Dotations	Reprises	Solde au 30/09/04
Prêts et autres immobilisations financières.....	0			
Immobilisations financières .	4 807	699	347	5 159
Total des valeurs nettes .	22 105	1 400	1 453	22 052

— Evolution des provisions sur titres de participations (en milliers d'euros) :

	A nouveau au 30/09/03	Dotations	Reprises	Solde au 30/09/04/
Média 6 Production Bois . . .	2 329		257	2 072
Média 6 Production Métal . .	2 326		90	2 236
Média 6 Packaging	152			152
Mediacolor Spain.	0	565	0	565
Média 6 Agencement.	0	134	0	134
Total	4 807	699	348	5 159

Les titres de participation comprennent au 30 septembre 2004, 46 402 actions propres Média 6 enregistrées pour 290 K€ dont 43 941 actions acquises au cours de l'exercice pour un montant total de 276 K€, au cours moyen d'achat de 6,28 €, dans le cadre du programme de rachat ayant fait l'objet des notes d'informations munies du visa AMF n° 03-132 du 7 mars 2003 et n° 04-145 du 10 mars 2004.

Média 6 a, par ailleurs poursuivi ses opérations d'achats et ventes de ses propres actions au cours de l'exercice dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec la société de Bourse Wargny pour assurer la régularisation du cours de l'action Média 6 et sa cotation en continu. De ces opérations, il résulte à la rubrique « Valeurs mobilières de placement » un total net de 275 actions Média 6 pour un montant de 2 K€ à la clôture. Ces titres ne sont pas destinés à être conservés durablement.

Note 2. Autres créances :

(En K€)	30/09/03	30/09/04	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créance d'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Groupe et associés.	4 325	4 633	4 633	0
Total général	4 325	4 633	4 633	0

Note 3. Autres dettes :

(En K€)	30/09/03	30/09/2004	A 1 an au plus	A plus d'1 an et - de 5 ans	A plus de 5 ans
Etat impôt sur les bénéfices	314	695	695	0	0
Groupe et associés	7 943	8 306	8 306	0	0
Autres dettes	1 535	1 011	1 011	0	0
Total général	9 792	10 012	10 012	0	0

Note 4. Capital social. — Consécutivement à la résolution de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 26 mars 2004, le capital de 11 400 K€ au lieu de 12 000 K€ antérieurement est désormais composé de 3 562 500 actions d'une valeur nominale de 3,2 €, de même catégorie et entièrement libérées qui permettent le cas échéant un vote double après 4 années d'inscription au nominatif au profit d'un même actionnaire. Cette nouvelle situation résulte de l'annulation de 187 500 actions Média 6 antérieurement rachetées par la société dans le cadre des programmes d'acquisitions visés par l'Autorité des marchés financiers et approuvés par les assemblées générales des actionnaires des exercices précédents.

— Variation des capitaux propres (en milliers d'euros) :

Situation à l'ouverture de l'exercice au 30 septembre 2003 :

Capitaux propres avant distribution sur résultats antérieurs	14 749
Réduction du capital suite annulation de 187 500 actions	-1 266
Distribution sur résultats antérieurs	-387

Capitaux propres après distribution sur résultats antérieurs 13 096

Variation en cours d'exercice :

Résultat de l'exercice 3 681

Situation à la clôture de l'exercice au 30 septembre 2004 :

Capitaux propres avant répartition. 16 777

Le conseil d'administration de Média 6 S.A. a attribué au cours de l'exercice 2004 des plans d'options d'achats d'actions de la société à certains de ses salariés ou mandataires sociaux qui sont également mandataires sociaux dans d'autres filiales du groupe.

Cette décision est conforme à l'autorisation qui lui avait été accordée à cet effet par l'assemblée générale mixte des actionnaires du 27 mars 2002 statuant sur les comptes 2001, dans les conditions prévues par la douzième résolution et conformément à la faculté qui en était, par ailleurs, ouverte au sein des finalités d'utilisations prévues par le programme de rachats d'actions Média 6, visé par l'Autorité des marchés financiers, en vigueur au moment de l'attribution.

Plans d'option d'achats d'actions :

Date de l'assemblée autorisant les plans d'options d'achats	27/03/02
Date du conseil d'administration attribuant les plans d'options d'achats	24/03/04
Nombre d'options d'achats attribuées aux mandataires sociaux.	21 920
Nombre d'options d'achats attribuées aux salariés	5 760
Nombre d'actions pouvant être achetées	27 680
Point de départ de l'exercice possible des options	25/03/08
Date d'expiration des options	24/03/09
Prix d'exercice de l'option par action	6,28 €
Nombre d'options annulées	Néant
Nombre d'options levées	Néant
Nombre d'options restantes au 30 septembre 2004.	27 680

Note 5 : Emprunts et dettes financières divers :

— Information sur les clauses dites de défaut au sein des contrats d'emprunts : Par principe, au sein du groupe, les emprunts auprès des établissements de crédit sont contractés par Média 6 S.A.

Les seules exceptions peu significatives à l'échelle des comptes consolidés concernent quelques reliquats d'emprunts qui avaient été souscrits par certaines filiales préalablement à leur acquisition par Média 6.

Les banques insèrent habituellement dans leurs contrats des clauses dites de défaut qui en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers peuvent entraîner notamment une accélération de l'exigibilité du passif financier concerné ou une augmentation du coût du financement supporté par l'emprunteur.

L'examen de ces clauses de défaut et des conditions de leur application sont détaillées ci-après et ne font pas apparaître de probabilité d'occurrence des faits générateurs propres à chacune d'entre elles à la clôture des comptes au 30 septembre 2004.

— Analyse des clause de défaut relatives aux emprunts Média 6 S.A. auprès des établissement de crédit :

(En K€)	En-cours résiduel utilisable ou utilisé au 30/09/04	Echéance	Clauses de défaut en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers
Emprunts à moyen terme :			
Conditions initiales :			
Emprunt 20 MF/3 048 K€, souscrit en mai 1999 - durée : 7 ans	762	28/05/06	L'endettement de l'emprunteur à long et moyen terme augmenté de l'en-cours de crédit-bail en capital doit rester inférieur ou égal à : — 50 % des capitaux propres ; — 3 années de capacité d'autofinancement. Si non respect du ratio de 50 % des capitaux propres, faculté d'exigibilité anticipé. Si non respect du ratio de 3 années de CAF, faculté de renégociation des conditions ou à défaut d'accord faculté d'exigibilité anticipée.
Emprunt 797 K€, souscrit en mai 2002 - durée : 4 ans	349	15/05/06	Idem que ci-dessus.
1 500 K€, souscrit en juin 2002 - durée : 5 ans.	865	12/06/07	Néant.
Sous-total	1 976		

(En K€)	En-cours résiduel utilisable ou utilisé au 30/09/04	Echéance	Clauses de défaut en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers
Emprunts mobilisables par billets : 15 MF/2 286 K€, souscrit en juin 1999 - durée : 7 ans	653 K€ non utilisé	30/06/06	Exigibilité anticipée si le total des dettes de l'emprunteur à moyen et long terme ne reste pas inférieur à : — 50 % des fonds propres ; — 3 années de capacité d'autofinancement (résultat net + amortissements).
762 K€, souscrit en octobre 2001 - durée : 7 ans	463 K€ non utilisé	30/10/08	Idem que ci-dessus.
1 M€, souscrit en mai 2002 - durée 5 ans ..	600 K€ non utilisé	17/05/07	Exigibilité anticipée si non respect des conditions suivantes sur la base des comptes consolidés annuels : — Fonds propres égaux ou supérieurs à 20 690 K€ ; — Fonds de roulement positif ; — Fonds propres/total du bilan > 35 % ; — (Total des dettes à moyen et long terme + crédit-bail retraité)/fonds propres < 1 ; — (Total des dettes à moyen et long terme + crédit-bail retraité)/CAF < 4 ; — Frais financiers (corrigés du crédit-bail)/EBE < 30 %.
Sous-total	1 635 K€ non utilisé		
Total général	1 976		

Note 6. Résultat financier (en milliers d'euros) :

	Septembre 2004	Septembre 2003	Septembre 2002
Dividendes perçus	4 333	3 921	1 475
Intérêts et charges nets	-80	-148	-276
Provisions pour dépréciation des titres	-353	-4 655	
Total	3 900	-882	1 199

Note 7. Résultat exceptionnel (en milliers d'euros) :

	Septembre 2004	Septembre 2003	Septembre 2002
Provision pour mali de transmission universelle de patrimoine			-2 048
Mali de transmission universelle de patrimoine de la société KMF Participations		-2 436	
Provision pour dépréciation de fonds de commerce ..			-1 143
Provision pour dépréciation du compte courant de la filiale Couleur 6 Inc.	-312	-326	
Résultat de cession des participations			-22
Intérêts légaux sur litige de complément de prix Mediacolor Spain	-9	-82	
Divers	-13	-30	-2
Total	-334	-2 874	-3 215

Note 8. Répartition de l'impôt sur les bénéfices :

(Sommes en K€)	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt au 30/09/04	Résultat net après impôt au 30/09/03
Résultat courant	3 868	-43	3 911	-862
Résultat exceptionnel à court terme	-334	-3	-331	-2 836
Créance d'impôt à raison des déficits des filiales du groupe		-101	101	535
Résultat comptable	3 534	-147	3 681	-3 163

Note 9. Evénements postérieurs à la clôture. — Hormis le règlement de 1 006 K€ opéré par Media S.A. le 20 octobre 2004 par prélèvement sur les valeurs mobilières de placement consécutif à sa condamnation en appel au titre du litige de complément de prix Mediacolor Spain (antérieurement Industries Kimu), la société n'a pas connaissance, à ce jour, d'événements

post-clôture susceptibles d'avoir un impact significatif sur les comptes consolidés arrêtés au 30 septembre 2004.

A titre d'information, il est par ailleurs précisé que la société Média 6 Gestion S.A.S. a procédé à la transmission universelle de son patrimoine au profit de Média 6 S.A., sur décision de cette dernière, à effet du 1^{er} octobre 2004. Cette opération sans impact sur les comptes consolidés 2004 sera enregistrée dans les comptes de l'exercice 2005.

Note 10. Engagements hors bilan :

— Compléments de prix sur acquisitions de titres :
— Société Industrias Kimu devenue Mediacolor Spain : Il est rappelé que le litige relatif au complément de prix de la société Industrias Kimu, acquise en 1999 et devenue Mediacolor Spain depuis lors, s'était traduit par une réclamation initiale de complément de prix de 1 830 K€ de la part du vendeur à rencontre de Média 6 devant les tribunaux français.

En 1^{er} instance, Média 6 avait été condamnée au paiement de 1 448 K€ et avait fait appel de ce jugement.

L'arrêt de la cour d'appel rendu en septembre 2004, qui n'a pas fait l'objet d'un recours en cassation de la part de Média 6, condamne, *in fine*, cette dernière à régler :

Au titre de complément de prix	914 K€
Au titre des intérêts de retard	92 K€
Total	1 006 K€

De ce complément de prix désormais définitif, il ressort un écart d'acquisition de :

Condamnation définitive	914 K€
Ecart initial d'acquisition en 1999 classé en provision pour risques et charges	-210 K€

Ecart d'acquisition amorti sur sa durée de vie résiduelle qui s'étend jusqu'en 2006 soit 191 K€ d'amortissement dotés en 2004 (voir note 3 sur les immobilisations incorporelles)

Compte tenu de l'amortissement de 150 K€ enregistrée en 2003, la valeur nette de cet écart d'acquisition est désormais de 363 K€ au 30 septembre 2004.

— Sociétés Creactif (devenue Mediacolor France) et Creapakt (devenue Colormedia) : Le protocole d'acquisition des sociétés Creactif et Creapakt achetées au cours de l'été 2001, prévoit notamment :

- des conditions de régularité et de progression des résultats du pôle mèches entre le 30 septembre 2001 et le 30 septembre 2003 pour ouvrir droit à un acompte sur complément de prix ou à un complément de prix proprement dit ;
- un éventuel acompte sur complément de prix articulé sur les données de l'exercice 2003 et qui serait alors à valoir sur le complément de prix 2004 ;
- un complément de prix définitif établi sur des références de chiffres d'affaires et de taux de rentabilité du pôle mèches tels qu'ils seront constatés au 30 septembre 2004.

— L'examen :
• des éléments comparatifs entre 2001, 2002 et 2003 ;
• des données 2003 ;
• des comptes définitifs de l'exercice 2004 ;
conduit à considérer, à la clôture des comptes annuels qu'il n'y a pas lieu, pour Média 6, d'enregistrer un complément de prix basé sur les performances contractuelles telles que traduites par la clôture des comptes du pôle mèches au 30 septembre 2004.

— Cautions accordées par Média 6 S.A. : La société Média 6 S.A. s'est portée caution auprès des banques :

Bawag International Bank (anciennement Dresdner Bank) de la filiale Colormedia (anciennement Creapakt) à Prague pour	280 K€
Banque nationale du Canada de la filiale, Couleur 6 à Montréal pour	10 000 dollars canadiens soit 6 K€ au 30 septembre 2004 et pouvant être portés après accord préalable de Média 6 S.A. jusqu'à 100 000 dollars canadiens, soit 64 K€, le cas échéant

La société Média 6 S.A. s'est portée caution au profit des organismes de crédit-bail immobilier Fructicom et Slibail, à raison d'un contrat de crédit-bail immobilier conclu avec la filiale Média 6 Production Bois, concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Sainte-Pazanne.

Au 30 septembre 2004 l'engagement résiduel sur ce contrat représente

1 078 K€

La société Média 6 S.A. s'est portée caution au profit de la société de crédit-bail immobilier Bail Entreprises à raison d'un contrat de crédit immobilier conclu avec la filiale Aldige S.A.R.L., concernant un terrain et un bâtiment industriel situés à Machecoul.

Au 30 septembre 2004, l'engagement résiduel sur ce contrat représente

850 K€

Autres informations.

Relations avec les entreprises liées (en milliers d'euros) :

Actif immobilisé :
Participations

21 760

Actif circulant :	
Autres créances	3 995
Dettes :	
Autres dettes	8 303
Produits financiers :	
Intérêts des comptes courants reçus	127
Revenus des titres de participations	4 333
Charges financières :	
Intérêts des comptes courants versés	153

Convention d'intégration fiscale. — Les sociétés du groupe Média 6 dont la liste suit, sont placées sous le régime français de l'intégration fiscale. La société Média 6 S.A. est la société tête du groupe en intégration fiscale.

Les économies d'impôt réalisées ou les charges nettes d'impôt supportées globalement à raison de l'intégration fiscale sont appréhendées immédiatement par la société Média 6 S.A.

Les économies ou les charges d'impôt résultant des ajustements apportés au résultat d'ensemble du groupe en intégration fiscale sont définitivement acquises ou supportées par la société-mère Média 6 S.A.

— Sociétés en intégration fiscale :

- Média 6 S.A. ;
- Média 6 Production Plastique ;
- Média 6 Production Métal ;
- Média 6 Production Bois ;
- Média 6 Production Carton ;
- Aldige ;
- Média 6 Agencement ;
- Média 6 Design ;
- Média 6 Gestion ;
- S.C.I. La Hotte Immobilière ;
- S.C.I. Mediasixte ;
- SIT (en sommeil) ;
- Média 6 Packaging (en sommeil).

Tableau des filiales et participations (en euros) (première partie) :

	Capital	Capitaux propres	Quote-part de capital		Valeur comptable des titres détenus par le groupe	
			Détenu par Média 6 S.A.	% intérêt du groupe	Brut	Net
Filiales détenues à plus de 50 % :						
Média 6 Production Métal	339 104	2 179 134	100 %	100 %	(*)	(*)
Média 6 Production Carton	732 808	3 091 837	100 %	100 %	4 044 116	4 044 116
Média 6 Production Plastique	931 165	5 225 495	100 %	100 %	2 926 278	2 926 278
Média 6 Production Bois	1 584 621	1 861 824	100 %	100 %	(*)	(*)
Aldige	40 000	522 189	100 %	100 %	(*)	(*)
Média 6 Agencement	44 800	279 301	100 %	100 %	414 018	279 417
Média 6 Design	1 264 530	3 010 675	99,82 %	99,82 %	5 813 730	5 813 730
Média 6 Gestion	80 000	617 522	100 %	100 %	13 656	13 656
S.C.I. Mediasixte	15 245	282 711	100 %	100 %	15 245	15 245
S.C.I. La Hotte Immobilière	50 537	876 494	97,51 %	98,34 %	158 074	158 074
S.C.I. Quai de Seine	1 524	565 554	1 %	100 %	15	15
Mediacolor France	39 000	48 481	100 %	100 %	572 608	572 608
Mediacolor Spain	233 809	460 299	88 %	88 %	1 333 233	768 233
Mediacolor Chile	257 079	707 458	0 %	87,99 %	0	0
Colormedia CZ	2 949	985 871	100 %	100 %	342 402	342 402
Couleur 6 Inc.	64	-545 632	100 %	100 %	141	0
Média 6 Installation Mediapharm	95 403	756 139	66,59 %	66,59 %	265 601	265 601
Filiales non consolidées :						
SIT	7 622	66 680	100 %	100 %	44 801	44 801
Média 6 Packaging	7 622	-25 254	99,80	99,80 %	152 144	0

(*) Certaines informations n'ont pas été fournies dans ce tableau en raison du préjudice pouvant résulter de leur divulgation par Média 6 S.A. qui a contracté des engagements de confidentialité à ce sujet avec les cédants.

Tableau des filiales et participations (en euros) (deuxième partie) :

	Avances et prêts Média 6 S.A.	Cautions et avals	Chiffres d'affaires	Résultat de l'exercice	Dividendes encaissés	Observations
Filiales détenues à plus de 50 % :						
Média 6 Production Métal	771 571		9 874 008	342 230		
Média 6 Production Carton			14 986 605	663 403	195 004	
Média 6 Production Plastique			21 464 259	1 017 786	1 501 953	
Média 6 Production Bois	948 480	1 078 000	7 870 586	-192 522		
Aldige		850 000	1 961 381	-49 981	200 000	
Média 6 Agencement	235 573		9 255 923	-282 056		
Média 6 Design			13 328 333	940 461	848 413	

	Avances et prêts Média 6 S.A.	Cautions et avals	Chiffres d'affaires	Résultat de l'exercice	Dividendes encaissés	Observations
Média 6 Gestion			7 845 439	523 911	925 000	
S.C.I. Mediasixte	268 347		250 016	113 121	399 600	
S.C.I. La Hotte Immobilière			351 652	150 578	95 760	
S.C.I. Quai de Seine	42 718		271 396	113 698		
Mediacolor France	17 680		1 085 867	19 039		
Mediacolor Spain	1 205 364		5 649 965	-480 975		
Mediacolor Chile			1 607 127	-145 133		
Colormedia CZ.		280 000	2 643 680	315 744	167 255	
Couleur 6 Inc.	638 017	6 361	89 077	-220 026		
Média 6 Installation Mediapharm			6 055 783	284 884		
Filiales non consolidées :						
SIT.				399		
Média 6 Packaging				-1 941		

IV. — Rapport général des commissaires aux comptes.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2004, sur :

— le contrôle des comptes annuels de la société Média 6 S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— la justification de nos appréciations ;

— les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient sur la base de notre audit d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note des règles et méthodes comptables de l'annexe expose les principes comptables relatifs à l'évaluation de la valeur d'inventaire des titres de participation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode utilisée et des informations fournies dans les notes annexes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que le rapport de gestion ne mentionne pas les informations prévues à l'article L. 225-102-1, alinéas 1 et 2 du Code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris-La Défense et Ermont.

Les commissaires aux comptes :

KPMG Audit,
Département de KPMG S.A. :
FRÉDÉRIC QUÉLIN ;
Associé ;

CHD Audit & Conseil :
MICHEL STALLIVIERI ;
Associé.

V. — Rapport spécial des commissaires aux comptes.

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous devons vous présenter notre rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Conventions autorisées au cours de l'exercice. — Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant, l'exercice. — Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

— Cautions de la société Média 6 S.A. : La Société Média 6 S.A. s'est portée caution auprès des banques :

— Bawag International Bank (anciennement Dresdner Bank) de la filiale Creapakt à Prague pour 280 K€ ;

— Banque nationale du Canada de la filiale Couleur 6 Inc. à Montréal pour 10 000 dollars canadiens soit 6,4 K€ au 30 septembre 2004 et pouvant être portés après accord préalable de Média 6 S.A. jusqu'à 100 000 dollars canadiens, soit 64 K€.

— Conventions d'intégration fiscale : Votre société a opté pour le régime d'intégration fiscale des groupes prévu par les dispositions de l'article 223 du Code général des impôts.

Dans ce cadre, les sociétés détenues directement ou indirectement au moins à 95 % par Média 6 S.A. ont conclu une convention d'intégration fiscale avec leur maison-mère.

Conclue pour la durée de validité de l'option et reconduite lors du renouvellement de l'option par Média 6 S.A. à effet du 1^{er} octobre 1999, la convention prévoit les principales dispositions suivantes :

— Les filiales intégrées supportent la même charge d'impôt qu'en l'absence d'intégration,

— La société-mère appréhende les économies ou les suppléments d'impôt induits par le régime de l'intégration,

— La société-mère supporte tous les surcoûts éventuels liés à la sortie d'une filiale du périmètre d'intégration.

Les filiales intégrées au 30 septembre 2004 sont les suivantes :

- Média 6 ;
- Média 6 Production Plastique ;
- Média 6 Packaging ;
- Média 6 Gestion ;
- Aldige ;
- Média 6 Production Carton ;
- S.C.I. La Hotte Immobilière ;
- Média 6 Production Métal ;
- Média 6 Design ;
- Média 6 Agencement ;
- SIT ;
- Média 6 Production Bois ;
- S.C.I. Media Sixte.

L'économie d'impôt sur les sociétés réalisée par la société Média 6 S.A. au titre de l'exercice 2004 est de 146 K€.

— Convention de gestion centralisée de trésorerie : Afin d'optimiser la trésorerie des sociétés du groupe, la société Média 6 S.A. a mis en place une convention de gestion centralisée de trésorerie avec les filiales suivantes :

- Média 6 Gestion ;
- Média 6 Production Plastique ;
- Média 6 Agencement ;
- Média 6 Production Carton ;
- Média 6 Installation ;
- Média Pharm ;
- Média 6 Production Bois ;
- Média 6 Production Métal ;
- Média 6 Design ;

— Média 6 Packaging ;
 — S.C.I. Mediasixte ;
 — S.C.I. Quai de Seine ;
 — Aldige ;
 — S.C.I. La Hotte Immobilière ;
 — Mediacolor France ;
 — Mediacolor Spain ;
 — SIT ;
 — Colormedia CZ.

La convention prévoit les dispositions suivantes :

— La filiale peut être amenée à prêter de l'argent à Média 6 S.A. ou à en recevoir d'elle en fonction des besoins de trésorerie des sociétés concernées ;
 — Les sommes prêtées portent intérêt à un taux conforme aux conditions du marché, afin que la société prêteuse ne puisse être lésée.

En outre, afin de limiter les opérations administratives de virement de compte à compte, le conseil d'administration de votre société a autorisé la fusion des soldes bancaires en valeur des comptes bancaires ouverts auprès de la même banque.

Au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2004, le taux d'intérêt moyen retenu pour rémunérer les avances de trésorerie ou les prêts consentis entre les filiales et la société-mère Média 6 S.A. est de 2,10 %, ce qui a généré une charge nette d'intérêt de 26,2 K€ pour la société Média 6 S.A.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Paris-La Défense et Ermont.

Les commissaires aux comptes :

KPMG Audit,
 Département de KPMG S.A. :
 FRÉDÉRIC QUÉLIN ;
 Associé ;

CHD Audit & Conseil :
 MICHEL STALLIVIERI ;
 Associé.

80962

MLPC INTERNATIONAL

Société anonyme au capital de 2 393 450 €.
 Siège social : 40370 Rion-des-Landes.
 986 120 186 R.C.S. Dax.
 Siret : 986 120 186 00010.

Chiffres d'affaires comparés (hors taxes). (En milliers d'euros.)

	2004	2003
Premier trimestre	13 410	12 930
Deuxième trimestre	12 506	12 774
Troisième trimestre	10 596	10 448
Quatrième trimestre	11 269	10 266
Total des quatre trimestres	47 781	46 418

80950

NETRA SYSTEMS

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 772 000 €.
 Siège social : 70, rue du Collège, Marcq-en-Barœul (59700).
 351 872 023 R.C.S. Roubaix Tourcoing.

A. — Comptes semestriels consolidés.

I. — Bilan consolidé au 30 septembre 2004. (En milliers d'euros.)

Actif	30/09/04	31/03/04	30/09/03	31/03/03 (15 mois)
Immobilisations incorporelles :				
Ecart de conversion	374	392	411	430

Actif	30/09/04	31/03/04	30/09/03	31/03/03 (15 mois)
Frais d'établissement	3	3	4	5
Concessions, brevets, marques	25	30	31	30
Fonds commercial	1 413	1 513	1 262	1 296
Immobilisations corporelles :				
Installations techniques, matériel	411	91	12	27
Autres immobilisations corporelles	390	347	269	243
Immobilisations en cours	346	126	0	0
Immobilisations financières :				
Titres non consolidés	0	0	0	0
Autres	204	139	207	203
Total (I)	3 166	2 641	2 196	2 234
Stocks :				
Matières premières	1 507	977	1 008	956
En-cours de production	1 670	1 441	2 197	2 998
Avances et acomptes versés sur commandes	27	371	68	77
Créances clients et comptes rattachés	6 584	11 504	3 835	3 974
Autres créances d'exploitation	2 875	1 382	1 127	1 674
Impôt différé actif	819	398	59	46
Divers :				
Valeurs mobilières de placement	299	3 513	4 196	5 594
Disponibilités	2 493	2 484	1 681	1 771
Charges constatées d'avance	313	400	425	283
Total (II)	16 587	22 470	14 596	17 373
Ecart de conversion actif (III)				
Total général (I) + (II) + (III)	19 753	25 111	16 792	19 607

Passif	30/09/04	31/03/04	30/09/03	31/03/03 (15 mois)
Capital	2 772	2 772	2 772	2 772
Primes d'émission, de fusion	857	857	857	857
Réserve légale	277	277	277	
Report à nouveau				
Réserves consolidées, part du groupe	4 968	2 227	2 227	1 234
Réserve de conversion	70	50	55	60
Résultat, part du groupe	-2 854	2 741	-19	1 246
Total (I)	6 090	8 924	6 169	6 169
Provision pour risques	296	206	246	262
Provision pour charges	307	418	363	410
Total (II)	603	624	609	672
Dettes financières :				
Dettes financières diverses	0	0	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	479	133	199	266
Avances et acomptes reçus	1 153	3 193	3 377	1 758
Dettes d'exploitation :				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 922	8 256	3 979	6 044
Dettes fiscales et sociales	2 277	2 683	1 704	2 099
Autres dettes d'exploitation				
Impôts différés passif	18	33	0	0
Dettes diverses	1 115	1 082	642	2 095
Produits constatés d'avance	96	183	113	504
Total (III)	13 060	15 564	10 014	12 766
Ecart de conversion passif (IV)				
Total général (I) + (II) + (III) + (IV)	19 753	25 111	16 792	19 607